



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

## CONSEIL

### Cent soixante et onzième session

Rome, 5-9 décembre 2022

### Gestion intégrée des ressources en eau au service de la sécurité alimentaire et de la résilience face au climat

#### Résumé

L'eau est au cœur de l'agriculture et de l'ensemble du programme de développement durable. L'agriculture durable dépend d'une gestion intégrée des ressources en eau et de solutions innovantes, qui tiennent compte des risques liés au changement climatique et de la mauvaise gouvernance de l'eau. Des actions plus efficaces et cohérentes, associées à une forte volonté politique, sont nécessaires pour reconnaître, valoriser et gérer l'eau de manière holistique et intégrée afin d'atteindre tous les objectifs de développement durable (ODD).

L'année 2022 a été marquée, en ce qui concerne l'eau, par les plus grands défis jamais rencontrés en raison du changement climatique et d'une gouvernance inefficace de cette ressource. Les inondations survenues en Afrique du Sud, en Australie, à Madagascar et au Pakistan, ainsi que les sécheresses durables et sans précédent observées en Chine, aux États-Unis d'Amérique, en Afrique de l'Est et en Europe ont fait des milliers de victimes, détruit des villages, des villes et d'autres infrastructures, et affecté massivement l'agriculture et les moyens de subsistance.

La quantité annuelle de ressources en eau douce disponibles par personne a diminué de plus de 20 pour cent ces 20 dernières années. Cette tendance devrait se poursuivre. Il est urgent d'aider les agriculteurs à produire des aliments efficacement et à accroître la production de denrées de grande valeur et nutritives, en utilisant l'eau de manière optimale. Des solutions et des politiques intégrées sont requises à tous les niveaux pour améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience.

À sa 133<sup>e</sup> session, le Comité du Programme a accueilli favorablement l'évaluation de la contribution de la FAO à l'ODD 6 (Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable) et la réponse de la Direction; souligné la place centrale qu'occupe la gestion durable des ressources en eau dans le mandat fondamental de la FAO et la nécessité, pour l'Organisation, de définir une approche stratégique et cohérente des activités liées à l'eau; et insisté sur le besoin urgent de traiter les liens qui existent entre l'agriculture, d'une part, et la qualité et la pollution de l'eau, d'autre part, dans le cadre du mandat de la FAO, en collaboration avec les organismes des Nations Unies concernés.

Le Comité de l'agriculture, à sa 28<sup>e</sup> session, a recommandé à la FAO d'intensifier les travaux du Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture; d'aider, à leur demande, les Membres à créer des moyens de produire des données sur l'utilisation disponible et réelle des ressources en eau

Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

pour l'agriculture ou à développer ceux qui existent; et, en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies concernés, de lancer un dialogue mondial sur le régime foncier des eaux.

Compte tenu de l'urgence de la situation et conformément aux orientations fournies par le Comité du Programme à sa 133<sup>e</sup> session, le Comité de l'agriculture à sa 28<sup>e</sup> session et le Conseil à sa 170<sup>e</sup> session, le présent document expose les mesures prises par la FAO à l'appui d'une gestion intégrée des ressources en eau et décrit les programmes liés à l'eau qu'il est prévu de mettre en œuvre pour relever les défis et appuyer la transformation des systèmes agroalimentaires et la réalisation des objectifs de développement durable.

Ces programmes ont notamment pour but de renforcer les travaux que mène la FAO sur la gestion intégrée des ressources en eau, d'appuyer l'élaboration de feuilles de route nationales relatives à l'eau au moyen de dialogues dirigés par les pays et de processus participatifs, d'organiser à Rome un dialogue sur l'eau pour stimuler l'innovation et mobiliser le monde politique à l'appui d'une gestion intégrée des ressources en eau au service de la sécurité alimentaire et de la résilience face au climat.

**Suite que la Réunion conjointe du Comité du Programme et du Comité financier, d'une part, et du Conseil, d'autre part, est invitée à donner**

La **Réunion conjointe** est invitée à:

1. réaffirmer l'importance d'une gestion intégrée des ressources en eau pour la sécurité alimentaire et la résilience face au climat;
2. accueillir favorablement l'initiative visant à élaborer et à mettre en œuvre des actions climatiques pour une gestion efficace de l'eau agricole, en s'attaquant aux conséquences de la pénurie d'eau, de la sécheresse et des inondations sur les systèmes agroalimentaires, conformément à la Stratégie de la FAO relative au changement climatique 2022-2031;
3. accueillir en outre favorablement l'initiative visant à aider les Membres à mener des dialogues nationaux sur l'eau et à élaborer au besoin, sur ce sujet, des feuilles de route nationales à l'appui des objectifs de développement durable;
4. aider à faire en sorte que la gestion des ressources en eau soit considérée comme le thème du débat général de la 43<sup>e</sup> session de la Conférence et comme le thème biennal des sessions des organes directeurs en 2024-2025, et recommander au Conseil de faire sienne cette proposition pour que la Conférence l'approuve à sa 43<sup>e</sup> session.

Le **Conseil** est invité à approuver la gestion des ressources en eau comme thème du débat général de la 43<sup>e</sup> session de la Conférence et comme thème biennal des sessions des organes directeurs en 2024-2025.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

M. Lifeng Li  
Directeur de la Division des terres et des eaux  
Tél.: +39 06570 52242  
Courriel: [lifeng.li@fao.org](mailto:lifeng.li@fao.org)

## I. Introduction

1. L'eau est au cœur de l'agriculture, qui représente 72 pour cent des prélèvements mondiaux d'eau douce, et de l'ensemble du programme de développement durable. L'agriculture dépend, aujourd'hui, et dépendra, demain, d'une gestion durable des ressources en eau et de solutions innovantes, d'une lutte contre le changement climatique et d'une amélioration de la gouvernance de l'eau. Des actions plus efficaces et cohérentes, associées à une forte volonté politique, sont nécessaires pour considérer, valoriser et gérer l'eau de manière holistique et intégrée, ainsi que pour en améliorer le financement, si l'on veut atteindre tous les objectifs de développement durable (ODD)<sup>1</sup>.
2. Or, la crise de l'eau figure parmi les cinq principales crises qui toucheront le monde dans les dix prochaines années<sup>2</sup>. Compte tenu de la croissance rapide de la population et de la demande croissante d'eau pour l'économie et l'environnement, les ressources en eau douce se font de plus en plus rares. Actuellement, 2,3 milliards de personnes vivent dans des pays soumis à un stress hydrique, dont plus de 733 millions, soit environ 10 pour cent de la population mondiale, vivent dans des pays où le stress hydrique est élevé ou critique<sup>3</sup>.
3. L'année 2022 a été marquée, en ce qui concerne l'eau, par les plus grands défis jamais rencontrés. Les inondations survenues en Afrique du Sud, en Australie, à Madagascar et au Pakistan ont fait des milliers de victimes, détruit l'agriculture, des villages et des villes ainsi que d'autres infrastructures, et les sécheresses durables et sans précédent observées en Chine, aux États-Unis d'Amérique, en Afrique de l'Est et en Europe ont massivement affecté l'agriculture et les moyens de subsistance.
4. Il est essentiel de s'attaquer à la crise de l'eau et à ses principaux facteurs, à savoir l'augmentation des demandes concurrentes, les effets du changement climatique et l'inefficacité de la gouvernance si l'on veut réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et atteindre ses ODD, notamment ceux qui portent sur l'élimination de la pauvreté (ODD 1), l'élimination de la faim (ODD 2), l'amélioration de la santé et du bien-être (ODD 3), l'offre d'une eau potable et de services d'assainissement pour tous (ODD 6), l'offre d'une énergie propre et économiquement abordable (ODD 7), la création de villes et de communautés durables (ODD 11), l'adoption d'une consommation et d'une production responsables (ODD 12), la contribution aux ambitions climatiques (ODD 13) ainsi que la préservation de la vie aquatique (ODD 14) et terrestre (ODD 15).
5. La complexité des demandes concurrentes et croissantes et du stress qui s'exerce sur les ressources en eau exige l'adoption d'une gestion intégrée de ces ressources, notamment une action coordonnée pour ce qui est du financement, de l'élaboration de cadres politiques et juridiques, de la mise en place d'une gestion transparente des données et des informations, et de l'introduction d'une planification multipartite dans tous les secteurs et à tous les niveaux.
6. À sa 133<sup>e</sup> session, le Comité du Programme a accueilli favorablement l'évaluation de la contribution de la FAO à l'ODD 6 (Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable) et la réponse de la Direction; souligné la place centrale qu'occupe la gestion durable des ressources en eau dans le mandat fondamental de la FAO et la nécessité, pour l'Organisation, de définir une approche stratégique et cohérente des activités liées à l'eau; et insisté sur le besoin urgent de traiter les liens qui existent entre l'agriculture, d'une part, et la qualité et la pollution de l'eau, d'autre part, dans le cadre du mandat de la FAO, en collaboration avec les organismes des Nations Unies concernés.

---

<sup>1</sup> Rapport 2016 d'ONU-Eau – *Water and Sanitation Interlinkages across the 2030 Agenda for Sustainable Development*.

<sup>2</sup> Forum économique mondial. 2020. *The Global Risks Report 2020*. Davos.

<sup>3</sup> FAO et ONU-Eau. 2021. *Progress on Level of Water Stress. Global status and acceleration needs for SDG Indicator 6.4.2, 2021*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb6241en>.

7. Comme cela a été décidé dans la [résolution 75/212 de l'Assemblée générale des Nations Unies](#), la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023 se réunira du 22 au 24 mars 2023 pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Décennie d'action sur l'eau (2018-2028). Compte tenu de l'accroissement des défis que présente la question de l'eau pour la production agricole, la sécurité alimentaire et la résilience face au climat, et de l'urgence de les relever, il est essentiel de saisir la dynamique qui croît à l'approche de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, et de revoir les façons dont l'eau est gérée dans les systèmes agroalimentaires, en maximisant les avantages sociaux, économiques et environnementaux et le travail que mène la FAO à cet égard.

## **II. Action menée par la FAO sur la gestion intégrée des ressources en eau dans les systèmes agroalimentaires**

8. À sa 133<sup>e</sup> session, le Comité du Programme a accueilli favorablement l'évaluation de la contribution de la FAO à l'ODD 6 (Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable) et la réponse de la Direction; souligné la place centrale qu'occupe la gestion durable des ressources en eau dans le mandat fondamental de la FAO et la nécessité, pour l'Organisation, de définir une approche stratégique et cohérente des activités liées à l'eau; et insisté sur le besoin urgent de traiter les liens qui existent entre l'agriculture, d'une part, et la qualité et la pollution de l'eau, d'autre part, dans le cadre du mandat de la FAO, en collaboration avec les organismes des Nations Unies concernés; et demandé que les questions relatives à l'eau soient examinées dans une perspective transsectorielle dans le cadre du mandat de la FAO, notamment en encourageant leur examen par les organes directeurs concernés.

### *A. Actions et mesures de soutien mises en œuvre par la FAO pour stimuler la productivité et la rentabilité de l'agriculture par un renforcement de l'information numérique, de l'innovation et de la gestion de l'eau*

9. La production agricole dépend de façon critique de l'accès à l'eau et de sa disponibilité. Elle fait partie des secteurs les plus vulnérables aux risques hydriques liés au climat. L'agriculture consomme environ 72 pour cent des prélèvements d'eau douce dans le monde. Dans de nombreux pays semi-arides, l'agriculture pluviale avancée ou l'irrigation ne sont pas accessibles à des millions de petits exploitants agricoles dans des pays relativement bien dotés en eau, ce qui réduit leur potentiel de production, leurs moyens de subsistance, leur résilience aux chocs et la sécurité alimentaire locale.

10. L'irrigation joue un rôle essentiel dans la transition d'une agriculture de subsistance vers une agriculture commerciale, la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Ses rendements tendent à être 30 à 100 pour cent plus élevés que ceux des zones pluviales adjacentes; dans les régions où la saison sèche est prononcée, elle permet d'allonger la saison de croissance; elle favorise également la production d'aliments, de fruits et de légumes plus riches en nutriments et/ou plus rentables, et stabilise la production dans le contexte du changement climatique; en outre, elle peut servir à élargir l'accès des populations rurales aux ressources en eau. Combinée à une amélioration des capacités et de la gouvernance, des marchés ruraux et des infrastructures, elle génère des avantages directs (rentabilité accrue, réduction du risque de mauvaises récoltes et stabilisation de la production alimentaire locale, accès plus équitable aux ressources en eau) et indirects (emploi, revenus supplémentaires, équilibre des marchés de l'alimentation et de l'approvisionnement).

11. Depuis 1961, les surfaces irriguées ont plus que doublé. Environ 40 pour cent de la production agricole mondiale provient de terres irriguées, ce qui ne représente qu'environ 20 pour cent de toutes les terres agricoles<sup>4</sup>. La quasi-totalité des terres en Afrique subsaharienne (93 pour cent), les trois quarts des terres cultivées en Amérique latine et dans les Caraïbes, les deux tiers des terres cultivées au Proche-Orient et en Afrique du Nord, et plus de la moitié des terres cultivées en Asie sont des cultures pluviales. Dans les systèmes pluviaux, une meilleure gestion de

---

<sup>4</sup> FAO. 2021. *L'État des ressources en terres et en eau pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde – Des systèmes au bord de la rupture. Rapport de synthèse 2021*. Rome. <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb7654fr>.

l'eau agricole passe par un large éventail de mesures, y compris la collecte des eaux de pluie, une gestion durable des terres et des pratiques de conservation des sols telles que le paillage, la construction de terrasses et le travail du sol ainsi que l'irrigation complémentaire, qui peuvent toutes, dans ces systèmes, contribuer à débloquer un potentiel de rendement supplémentaire.

12. L'agriculture est confrontée à des risques croissants liés à la pénurie d'eau, à la sécheresse, à la pollution de l'eau, à la variabilité de la disponibilité et aux conflits. Les phénomènes météorologiques extrêmes vont probablement augmenter en fréquence et en intensité à mesure que le changement climatique progresse, ce qui aura des effets dévastateurs sur l'agriculture, les chaînes de valeur associées et les moyens de subsistance qui en dépendent.

13. S'appuyant sur le Cadre mondial de la FAO contre la pénurie d'eau dans l'agriculture<sup>5</sup>, des initiatives nationales/régionales sur la pénurie d'eau et, en réponse aux demandes de Membres du Proche-Orient, d'Afrique, d'Asie et du Pacifique ainsi que d'Amérique latine et des Caraïbes, une initiative relative aux zones d'impact à valeur ajoutée aux fins de la lutte contre la pénurie d'eau pour l'agriculture et l'environnement (AWSAME) intensifieront l'action et promouvoir des pratiques, des outils et des solutions numériques innovants propres à assurer la sécurité hydrique et alimentaire.

14. Le système d'information intégré sur les sols, les terres et l'eau de la FAO (SoLaWiSe) soutient la productivité, la rentabilité et l'accessibilité économique des agriculteurs en améliorant le système d'information intégré sur les cultures et les champs (zones agroécologiques) pour aider à gérer l'eau, les sols et les terres et, simultanément, renforcer la gouvernance, les institutions et le capital humain en fournissant des outils propres à améliorer la prise de décision.

15. Des plateformes d'information et de données existantes de la FAO comme le Portail de données en libre accès sur la productivité de l'eau (WaPOR)<sup>6</sup>, le système de cartographie géospatiale des zones agroécologiques mondiales<sup>7</sup>, le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR)<sup>8</sup> et le Système d'indice de stress agricole<sup>9</sup> pour la cartographie de la sécheresse, des sols et de l'irrigation, ainsi que les outils d'adéquation des terres, sont des cadres d'analyse à compléter par le système SoLaWiSe pour guider une utilisation et une gestion efficaces et durables des ressources naturelles.

16. En collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), la FAO apporte son soutien aux pays en matière de nutrition et d'agriculture tenant compte des enjeux liés à l'eau, examinant les liens qui existent entre l'eau, l'alimentation, la nutrition et le changement climatique. Elle aide à renforcer les capacités des agriculteurs et des institutions pour améliorer, par la productivité de l'eau, l'accès à des options alimentaires plus diversifiées, nutritives et économiquement abordables pour une meilleure qualité et diversité alimentaire pour tous.

*B. Actions menées par la FAO pour aborder la gestion intégrée des ressources en eau par l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la prévention de la pollution de l'eau et le passage à une économie circulaire*

17. La pénurie mondiale d'eau est due non seulement à la rareté physique de la ressource, mais aussi à la détérioration progressive de la qualité de l'eau dans de nombreux pays, qui réduit la quantité pouvant être utilisée sans danger. On manque, au niveau mondial, d'une évaluation solide de la pollution des eaux souterraines, ce qui entraîne des incertitudes et des risques supplémentaires.

18. La pollution de l'eau a augmenté tant dans les pays développés que dans les pays en développement, sapant la croissance économique ainsi que la santé physique et environnementale de milliards de personnes. Chaque année, plus de 420 000 personnes meurent et quelque 600 millions, soit près d'une personne sur dix, tombent malades après avoir consommé des aliments contaminés. Plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès aux services d'assainissement de base. Dans le

<sup>5</sup> <https://www.fao.org/wasag/vue-d-ensemble/fr/>.

<sup>6</sup> <https://www.fao.org/in-action/teledetection-a-lappui-de-la-productivite-de-leau/fr/>.

<sup>7</sup> <https://gaez.fao.org/>.

<sup>8</sup> <https://www.fao.org/giews/fr/>.

<sup>9</sup> [https://www.fao.org/giews/earthobservation/asis/index\\_1.jsp?lang=fr](https://www.fao.org/giews/earthobservation/asis/index_1.jsp?lang=fr).

monde, environ 80 pour cent des eaux usées ne sont pas traitées. Elles contiennent tout, depuis des déchets humains jusqu'à des rejets industriels hautement toxiques, et polluent les masses d'eau.

19. La pollution de l'eau est difficile à combattre lorsqu'elle est diffuse. À l'échelle mondiale, le problème de qualité de l'eau le plus répandu est l'eutrophisation, qui résulte de charges élevées en nutriments (principalement le phosphore et l'azote). Ce problème est principalement dû à l'agriculture; le ruissellement des nutriments agricoles, les pesticides, les sédiments du sol et les effluents d'élevage contribuent tous à la pollution des cours d'eau et des eaux souterraines. Une fois l'eau contaminée, il est difficile, coûteux et souvent impossible d'éliminer les polluants.

20. La FAO développe l'utilisation de technologies telles que le séquençage du génome entier pour étudier le génome d'agents pathogènes et suivre leur parcours de l'eau aux aliments afin de prévenir la contamination des aliments à la source. En intégrant la qualité de l'eau dans les considérations de sécurité sanitaire des aliments et en appliquant la surveillance génomique à ce processus, le programme, avec les Membres de la FAO et d'autres partenaires, permet aux pays de traiter la qualité de l'eau et des aliments comme une question intégrée.

21. Le développement d'utilisations multiples de l'eau dans le cadre d'une double approche de la FAO intitulée «SMART irrigation – SMART WASH»<sup>10</sup> permet de répondre aux besoins fondamentaux des communautés en améliorant l'irrigation et en fournissant des installations WASH aux communautés vulnérables, conformément à l'approche «Une seule santé». En liant l'irrigation à des investissements WASH pour obtenir des résultats synergiques en matière de sécurité alimentaire, sanitaire et nutritionnelle grâce à une gestion intégrée de l'eau à l'échelle de la ferme et du foyer, en prêtant attention à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, on pourrait mobiliser les financements nécessaires à l'agriculture rurale et à la mise en valeur des ressources en eau.

22. La FAO traite la question de la gestion des engrais sur les terres cultivées en promouvant le *Code de conduite internationale sur l'utilisation et la gestion durables des engrais* et en travaillant avec les partenaires quadripartites du réseau «Une seule santé» que sont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à sensibiliser à la résistance aux antimicrobiens et à faire connaître les pratiques de gestion des pesticides dans l'environnement.

23. Elle a collaboré avec ONU-Eau et la Toilet Board Coalition (TBC) pour renforcer l'économie de l'assainissement en créant des boucles de ressources plus locales, fermées et circulaires qui favorisent le compostage des déchets pour en faire des engrais, de l'eau recyclée ou de la bioénergie qui sont ensuite utilisés localement.

### *C. Actions menées par la FAO pour ce qui est de mettre l'eau au service de la biodiversité et restaurer les écosystèmes*

24. Des solutions basées sur les écosystèmes, qui utilisent ou imitent les processus naturels pour accroître la disponibilité de l'eau, améliorer sa qualité et réduire les risques associés aux catastrophes liées à l'eau et au changement climatique, sont appliquées avec succès dans des paysages urbains et ruraux, par des acteurs publics et privés. La contribution inestimable de ces solutions est également de plus en plus reconnue par des accords mondiaux tels que le Programme 2030, l'Accord de Paris sur le changement climatique, le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030<sup>11</sup>, dont la FAO et le PNUE sont les fers de lance.

25. La FAO encourage les solutions fondées sur les écosystèmes et la restauration des écosystèmes, collaborant avec ses partenaires et ses Membres pour mettre au point des mécanismes de financement novateurs et abordant les obstacles à la conservation, l'utilisation durable de la

---

<sup>10</sup> <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb1306en/>.

<sup>11</sup> <https://www.fao.org/policy-support/tools-and-publications/resources-details/fr/c/1469987/> et <https://www.fao.org/land-water/water/fr/>.

biodiversité et la restauration des écosystèmes, y compris la dépendance à la voie institutionnelle, les politiques et les cadres de planification.

#### *D. Actions menées par la FAO dans les dialogues et mécanismes mondiaux*

26. Au cours des dernières décennies, les tentatives d'aborder les questions liées à l'eau ont principalement adopté une approche sectorielle. Bien que nombre de ces tentatives aient été couronnées de succès à divers égards, cette approche semble désormais avoir atteint ses limites. Il est de plus en plus demandé à l'agriculture de «faire valoir» sa part d'eau pour produire des aliments et assurer la sécurité alimentaire.

27. À sa 28<sup>e</sup> session, en juillet 2022, le Comité de l'agriculture de la FAO a reconnu la nécessité d'améliorer la gouvernance de l'eau et le régime foncier de cette ressource pour une gestion durable de cette dernière, appuyé les dialogues mondiaux engagés sur ce thème et encouragé les Membres à échanger entre eux pour définir les principes d'une gouvernance responsable du régime foncier de l'eau, le but étant de comprendre la complexité des droits qui s'y rattachent et de mettre en place des systèmes plus durables de gestion et d'allocation de l'eau.

28. La prochaine Conférence des Nations Unies sur l'eau (2023) offre une occasion sans précédent de sensibiliser au rôle de l'eau dans la réalisation des ODD et de répercuter au niveau national tous les engagements pris en faveur de l'eau au niveau mondial. La FAO a proposé que se tienne à Rome un dialogue sur l'eau et que les pays élaborent volontairement, dans l'optique de la réalisation des ODD, une feuille de route qui alimenterait le programme d'action relatif à l'eau que la Conférence des Nations Unies sur l'eau établira en mars 2023.

### **III. L'avenir: renforcer les activités de programme de la FAO relatives à l'eau**

29. La FAO est dans une position unique pour appuyer une gestion intégrée des ressources en eau et l'intensification des interventions liant l'eau au changement climatique, à la gestion des forêts, à la restauration des écosystèmes, à la biodiversité, à la gestion des sols et des terres, à la nutrition, à la résistance aux antimicrobiens, à la sécurité sanitaire des aliments et à l'initiative «Une eau, une santé» afin de produire des bienfaits interdépendants et de réduire les risques.

30. Compte tenu des urgences susmentionnées, il sera mis en œuvre, en s'appuyant sur la riche expérience de la FAO et les travaux exhaustifs qu'elle mène sur l'eau, et en suivant les orientations fournies par le Comité du Programme à sa 133<sup>e</sup> session, le Comité de l'agriculture à sa 28<sup>e</sup> session et le Conseil à sa 170<sup>e</sup> session, en partenariat avec les Membres, un ensemble d'activités de programme qui doivent aider à rendre plus efficace la gestion de l'eau dans les systèmes agroalimentaires au service de la sécurité alimentaire et de la résilience face au climat, notamment:

- a) la mise au point d'un système d'information numérique sur les sols, les terres et l'eau (SoLaWiSe) pour les principales cultures aux niveaux mondial et national, le but étant de fournir des informations opportunes et de qualité propres à aider les décideurs et les agriculteurs à prendre des décisions éclairées sur les sols, les terres et les ressources en eau;
- b) la mise en œuvre de la nouvelle initiative AWSAMe de lutte contre la pénurie d'eau au service de l'agriculture et de l'environnement, l'extension des solutions élaborées par le Cadre mondial contre la pénurie d'eau dans l'agriculture et les initiatives régionales consacrées à la pénurie de l'eau, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles des Membres par le biais de la Plateforme technique interrégionale de la FAO sur la pénurie de l'eau;
- c) l'intensification des activités menées actuellement en matière de données et d'évaluations de l'eau et le renforcement des systèmes intégrés de données et d'informations, en temps réel et numériques, y compris la comptabilité et l'audit de l'eau, AquaStat et WaPOR, le but étant de fournir des données complètes et de qualité pour une gestion efficace de l'eau agricole;
- d) la réalisation d'une cartographie des besoins mondiaux d'irrigation pour faire face à la pénurie d'eau et à la sécheresse dans un climat en évolution, ainsi qu'aux besoins en services d'irrigation de nombreux pays en développement;

- e) l'élaboration de solutions novatrices d'amélioration de la qualité de l'eau et de traitement de la pollution induite par l'agriculture, dans le cadre du mandat de la FAO, en collaboration avec les organismes concernés;
  - f) l'amélioration de la nutrition, de la qualité et de la diversité des régimes alimentaires ainsi que de la rentabilité des petits exploitants agricoles par un renforcement de leur capacité à adopter une gestion durable de l'eau et des sols et des pratiques agronomiques qui aident à accroître les rendements, à diversifier les cultures et à améliorer la qualité de la production en termes de teneur en nutriments et de valeur économique;
  - g) l'élaboration et la mise en œuvre d'actions climatiques pour une gestion efficace de l'eau agricole, le but étant de s'attaquer aux effets de la pénurie d'eau, de la sécheresse et des inondations sur les systèmes agroalimentaires, conformément à la Stratégie de la FAO relative au changement climatique 2022-2031;
  - h) le renforcement de l'aide apportée aux Membres, sur demande, pour ce qui est de mobiliser des ressources pour relever les défis liés à la gestion des ressources en eau, y compris par le biais du Fonds vert pour le climat, du Fonds d'adaptation et du Fonds pour l'environnement mondial.
31. En outre, il est proposé, pour renforcer le travail que la FAO mène sur la gestion intégrée des ressources en eau, les nouvelles initiatives suivantes:
- a) l'organisation à Rome d'un dialogue sur l'eau destiné à catalyser l'innovation et à mobiliser la volonté politique en faveur d'une gestion intégrée des ressources en eau au service de la sécurité alimentaire et de la résilience face au climat;
  - b) l'offre d'un appui à l'élaboration de feuilles de route nationales sur l'eau par le biais de dialogues et de processus participatifs menés par les pays;
  - c) l'offre, aux Membres, d'un appui qui doit les aider à engager et à diriger activement, lorsqu'il y a lieu, les processus techniques et politiques, par exemple le Dialogue mondial sur le régime foncier de l'eau approuvé par le Comité de l'agriculture à sa 28<sup>e</sup> session, pour une gouvernance de l'eau efficace et inclusive;
  - d) l'offre, aux Membres, d'un appui qui doit les aider à améliorer la cohérence des activités liées à l'eau entre l'agriculture et les autres secteurs au moyen d'une gestion intégrée des ressources en eau.
32. Pour l'avenir, il est demandé à la Réunion conjointe d'aider, par des orientations, la FAO à relever les défis liés à l'eau dans les systèmes agroalimentaires dans le contexte du changement climatique et, plus généralement, du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
33. Enfin, suite à la décision que le Conseil a prise, à sa 170<sup>e</sup> session, d'encourager les organes directeurs concernés à débattre de la gestion des ressources en eau, et compte tenu du moment décisif que représente la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, il serait important que la Réunion conjointe soutienne le thème de la gestion des ressources en eau pour qu'il fasse l'objet d'un débat à la 43<sup>e</sup> session de la Conférence et soit le thème biennal des sessions des organes directeurs de la FAO en 2024-2025. À cet égard, la Réunion conjointe pourrait recommander au Conseil de faire sienne la présente proposition pour que la Conférence l'approuve.